

MÉTHODES D'ENQUÊTE POUR APPRÉHENDER LE CONTEXTE SOCIAL DE L'EXPOSITION AU RISQUE CHEZ LES USAGERS DE DROGUES EN MILIEU PÉNITENTIAIRE : ENJEUX MÉTHODOLOGIQUES ET ÉTHIQUES

Marie Jauffret-Roustide ^{1,2} & Yann Le Strat ¹ & Laurent Michel ³ & Christine Barbier ⁴ & Laurene Caté ⁴ & Caroline Semaille ¹

¹ *InVS, 12 rue du Val d'Osne, 94415 Saint-Maurice, m.jauffret@invs.sante.fr*

² *Cermes3 (Inserm U988), Université paris Descartes, 45 rue des Saints-Pères, 75006 Paris*

³ *La Croix Rouge Française*

⁴ *DGS*

Les usagers de drogues (UD) constituent une population surreprésentée en milieu pénitentiaire. Cette population est particulièrement exposée à la transmission des risques infectieux, en raison de la promiscuité des conditions de détention, de la prévalence du VIH et de l'hépatite C (VHC) (3 à 5 fois plus élevée en prison qu'en milieu libre) et de l'absence des outils de réduction des risques (la distribution de seringues n'est pas autorisée en détention). En 2010, deux enquêtes ont été mises en œuvre afin de décrire la situation des risques infectieux (VIH et VHC) auprès des personnes détenues : l'enquête Prevacar par l'InVS et la DGS, et l'enquête Pri2de par l'Inserm et l'InVS, avec le soutien scientifique et financier de l'ANRS. Les objectifs de ces deux enquêtes consistaient à estimer dans la population carcérale adulte en France, la prévalence du VIH, du VHC et des traitements de substitution aux opiacés (TSO) et de disposer de données sur la politique de réduction des risques liés à l'usage de drogues. Ces deux enquêtes n'ont toutefois pas permis de décrire précisément le contexte d'exposition aux risques infectieux chez les UD. La mise en œuvre d'une enquête de ce type nécessite une réflexion méthodologique et éthique préalable, afin de concilier la qualité des données recueillies et la protection des personnes enquêtées. Pour l'enquête Prevacar, un plan de sondage à deux degrés a été mis en œuvre et un redressement par post-stratification a été réalisé sur l'ensemble de la population carcérale. Le recueil des données s'est effectué à partir du dossier médical : 1861 questionnaires ont été collectés dans 27 établissements. Pour l'enquête Pri2de, un recueil de données auprès de 113 établissements pénitentiaires a été effectué par voie postale. Un professionnel sur 5 exerçant en milieu pénitentiaire déclare avoir eu connaissance de l'existence de seringues usagées en détention, dans les 12 derniers mois. Dans l'enquête Pri2de, un tiers des soignants avait déjà soigné des abcès, pouvant être en lien avec des injections réalisées en détention. En 2004, l'enquête Coquelicot avait montré que 12 % des UD avaient eu recours à l'injection lors de leur détention et 31 % avaient partagé leur seringue à cette occasion. Ces données épidémiologiques mettent en évidence l'importance de l'exposition au risque infectieux chez les UD en détention. En 2013, l'InVS et le CERMES3 mettront en œuvre une enquête sur le contexte d'exposition au risque chez les UD en milieu pénitentiaire, dans le cadre de l'enquête Coquelicot, dont la méthodologie a été expérimentée en milieu libre. La stratégie d'échantillonnage de l'enquête fait l'objet d'une réflexion méthodologique car sa mise en œuvre comprend des risques de stigmatisation lors du repérage des pratiques d'usage pour le tirage au sort des personnes détenues. Le recueil de consentement éclairé dans un lieu de privation de liberté constitue un enjeu méthodologique et éthique d'importance.